

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE AU JOURNAL "SUD OUEST", NOTAMMENT SUR LES ORIENTATIONS DU PROCHAIN BUDGET, SAMEDI 3 AOÛT 1985.

3 AUGUST 1985 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Des rumeurs courent avec insistance selon lesquelles vous pourriez dissoudre l'Assemblée nationale à bref délai. Qu'en est-il ?

- LE PRESIDENT.- La dissolution est un moyen constitutionnel dont dispose le chef de l'Etat, mais dont il ne doit user - je l'ai déjà fait - qu'en cas de nécessité et dans le seul intérêt de la République. Or, la majorité courageuse et clairvoyante élue en 1981 a grandement contribué à la stabilité en soutenant sans défaillance le gouvernement. Je n'ai donc aucune raison de mettre avant l'heure un terme à son mandat et je ne le ferai pas.\

QUESTION.- Comment ressentez-vous l'état de l'opinion ? N'avez-vous pas le sentiment que la politique de modernisation est parfois mal comprise ?

- LE PRESIDENT.- L'opinion sait que c'est le seul chemin. C'est un chemin aride, mais dont la direction est sûre et qui va précisément à l'endroit recherché. D'une façon diffuse, l'opinion sait bien cela. Et nul ne prétend vraiment le contraire.

- QUESTION.- C'est l'époque des dernières mises au point pour le budget 1986. Ce sera encore un budget difficile et de rigueur...?

- LE PRESIDENT.- Justement, ce n'est pas une bonne vue des choses. Ce budget correspond au souci que j'ai d'être économe de l'argent des Français.

- Dans un premier temps, l'an dernier, j'ai fait réaliser la plus grande diminution d'impôts que l'on ait connue depuis la guerre. C'était un coup d'arrêt à une augmentation incessante année après année. L'ensemble des impôts et des charges a crû de 1 % chaque année depuis 1973. Si bien que lorsque j'ai demandé pour 1985 1 % de moins ça voulait dire pour les finances une rétraction de 2 % compte tenu de l'augmentation prévue. Ca a été très dur.

- Cette fois, il y a encore réduction. Si j'économise sur le train de l'Etat, c'est parce que je crois que c'est une nécessité de tenir dans des proportions raisonnables la charge que doivent supporter les citoyens. Notre budget est un budget économe.

- QUESTION.- Vous n'avez guère pris de vacances cette année, sauf quelques jours ici ou là. Allez-vous vous arrêter vers la mi-août ?

- LE PRESIDENT.- Je viens comme d'habitude dans les Landes. Je n'ai encore jamais séjourné dans les résidences officielles sinon pour vingt-quatre heures pour des obligations. Par exemple, le 24 août, j'irai passer une journée avec le chancelier Kohl à Brégançon.

- Mais je reviens toujours dans les Landes. Mes vacances, ce sont trois ou quatre jours par semaine au coeur du mois d'août. Je passe au moins trois jours par semaine à Paris, qu'il vente ou qu'il pleuve.\